

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Adaptations du droit fédéral aux développements de la technologie des  
registres électroniques distribués (MCF 19.074)**

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Adaptations du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués (MCF 19.074), 2019 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 18.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Geld, Wahrung und Kredit	1
Kapitalmarkt	1

# Abkürzungsverzeichnis

<b>WAK-SR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
<b>FIDLEG</b>	Finanzdienstleistungsgesetz
<b>DLT</b>	Distributed Ledger Technology

---

<b>CER-CE</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
<b>LSFin</b>	loi sur les services financiers
<b>DLT</b>	Distributed Ledger Technology

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Geld, Wahrung und Kredit

#### Kapitalmarkt

BUNDESRATSGESCHAFT  
DATUM: 27.11.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Face aux recents devveloppements FinTech comme la blockchain ou les technologies des registres distribues (TRD), le Conseil fédéral soumet au Parlement une **adaptation du cadre juridique aux devveloppements des TRD**. Ces nouvelles technologies garantissent une gestion commune des données qui permet un transfert de valeur en faisant l'impasse d'une gestion centralisée.

Cette refonte légale introduit neuf adaptations ponctuelles du droit helvétique. Dans l'ensemble, son objectif est d'augmenter la sécurité juridique, de supprimer les entraves au devveloppement de la FinTech et d'empêcher les abus. Selon le Conseil fédéral, une telle adaptation devrait conforter l'intégrité et la réputation de la place financière suisse. Son message se base sur le rapport lie au cadre juridique régissant la blockchain et les TRD.<sup>1</sup>

BUNDESRATSGESCHAFT  
DATUM: 17.06.2020  
GUILLAUME ZUMOFEN

La technologie des registres distribues (TRD) permet une gestion décentralisée lors d'un transfert de valeur. Ce nouvel outil, dont le blockchain est l'application la plus connue, bouleverse les nouvelles technologies de la finance. Afin de positionner la Suisse comme leader innovant dans le domaine de la FinTech, le Conseil fédéral a donc soumis au Parlement une **adaptation du cadre juridique au devveloppement des TRD**. Cette adaptation a pour objectif de supprimer les freins aux devveloppements de ces nouvelles technologies, d'empêcher les abus et de renforcer la sécurité juridique. Il permettra notamment de valider la création d'une nouvelle catégorie d'autorisation liée au blockchain pour les infrastructures des marchés financiers. Ces nouvelles infrastructures pourront ainsi offrir des services fondes sur la TRD.

Le **Conseil national a adopte** unanimement le **projet** par 192 voix contre 0. Il n'y a apporte que deux modifications suggérées par sa Commission de l'économie et des redevances (CER-CN). D'abord, il a integre la possibilité pour un tiers implique légalement d'accéder et de récupérer ses données. Puis, le Conseil national a adopte une modification de la Loi sur les services financiers (LSFin) afin que les prestataires de services financiers n'aient pas à recourir à un organe de médiation s'ils ne travaillent qu'avec des clients institutionnels ou professionnels. Cette seconde modification a été combattue en vain par la gauche qui pointait du doigt une distorsion de la concurrence.<sup>2</sup>

BUNDESRATSGESCHAFT  
DATUM: 10.09.2020  
GUILLAUME ZUMOFEN

L'**adaptation du cadre juridique au devveloppement des TRD** a été **unanimement validée par le Conseil des Etats**. Cette adaptation juridique a pour objectif de garantir la sécurité juridique et de positionner la Suisse comme leader innovant dans cette nouvelle technologie financière. Les sénateurs et sénatrices ont approuve le projet amende par le Conseil national. Ils ont ainsi suivi les recommandations de leur Commission de l'économie et des redevances (CER-CE).

Lors du vote final, l'objet a été adopte à l'unanimité par les deux chambres.<sup>3</sup>

BUNDESRATSGESCHAFT  
DATUM: 19.06.2021  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral a fixe, au **1er août 2021**, l'**entrée en vigueur de la nouvelle législation en matière de** technologie des registres électroniques distribues (**TRD**). Cette nouvelle législation, qui reglemente notamment la blockchain, a pour objectif de renforcer la sécurité juridique et de positionner la place financière helvétique comme pionnière sur ce marché.<sup>4</sup>

1) FF, 2020, pp.223; FF, 2020, pp.319

2) BO CN, 2020, pp.1045; Communiqué de presse CER-CN du 13.05.2020; Communiqué de presse CER-CN du 25.2.20; Communiqué de presse CER-CN du 29.01.2020

3) BO CE, 2020, p.1072; BO CE, 2020, pp.732 s.; BO CN, 2020, p.1958; Communiqué de presse CER-CE du 03.07.2020; Communiqué de presse CER-CE du 21.08.2020; LT, 15.10.20

4) LT, 19.6.21